

Anna COLIN LEBEDEV, *Jamais frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique*. Paris : Seuil, 2022, 224 p.

Coline MAESTRACCI

Doctorante

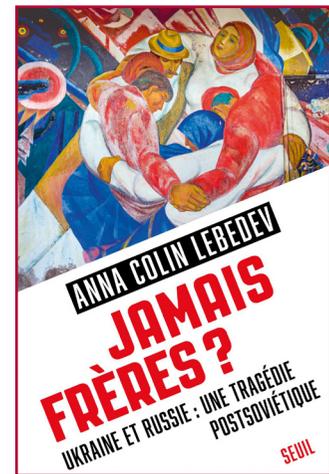
Centre d'étude de la vie politique (CEVIPOL)

Université libre de Bruxelles (BE)

coline.maestracci@ulb.be

Doi : 10.5077/journals/connexe.2023.e1376

Dans son ouvrage, Anna Colin Lebedev, maîtresse de conférences en science politique à l'Université Paris Nanterre, propose une synthèse des proximités et des différences entre les sociétés russe et ukrainienne afin de questionner leurs liens, souvent considérés à tort comme évidents. Malgré un socle historique et culturel commun, les deux sociétés ont connu des trajectoires différentes qui ont forgé un rapport au passé et une vision de l'avenir distincts. L'autrice a écrit ce livre dans l'urgence de la guerre et pour répondre au désir de connaissance que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a suscité. Malgré le contexte difficile dans lequel elle écrit, Anna Colin Lebedev ne fait pas l'économie d'un travail réflexif : cette guerre est une déchirure intime pour elle, tant parce qu'elle partage des origines communes avec l'agresseur que parce qu'elle a, à travers ses recherches, déplacé son regard et développé un lien privilégié avec l'agressé. La violence de la guerre laisse beaucoup de questions en suspens – rendues par la forme interrogative des chapitres – mais l'autrice fait néanmoins le pari que mieux connaître ces sociétés pourra répondre à certaines d'entre elles. Ce portrait croisé aborde un certain nombre de sujets, regroupés en trois grandes parties : « Une même histoire ? » ; « Un même peuple ? » ; « Un même horizon ? ».



La première partie se concentre sur l'histoire « à la fois enchevêtrée et distincte » (p. 168) des deux pays à travers trois moments historiques : l'Holodomor, la Seconde Guerre mondiale et la Shoah. Plus précisément, Anna Colin Lebedev montre les divergences de vécu de ces épisodes historiques et le rôle central joué par les questions mémorielles dans la façon dont les deux sociétés se perçoivent. La chute de l'Union soviétique a été autant une rupture sociale profonde qu'une opportunité inédite de s'emparer des questions mémorielles. Mais les deux pays ont pris des trajectoires différentes dans ce rapport à l'histoire soviétique et dans la place qui lui est accordée dans la construction de leur récit national. La mémoire de l'Holodomor et celle du combat pour l'indépendance pendant la première moitié du XX^e siècle deviennent rapidement les deux épisodes centraux du récit national ukrainien.

L'autrice montre bien que la référence aux nationalistes ukrainiens, qui passe par exemple par la commémoration de certains leaders comme Stepan Bandera, renvoie autant au combat pour l'indépendance ukrainienne qu'à la collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale de 200 000 Ukrainiens avec l'armée nazie et à la Shoah par balle, qui a causé la mort de centaines de milliers de Juifs sur le territoire ukrainien. Le défi mémoriel est donc de taille : faire cohabiter la mémoire des héros de la lutte pour l'indépendance avec celle de la mort de milliers de Juifs dont ces mêmes héros sont responsables. Malgré toutes les difficultés que pose cette question, elle n'est pas occultée et fait au contraire l'objet de vifs débats dans la société ukrainienne. La Russie s'est emparée différemment des questions mémorielles. Après une brève période d'ouverture durant laquelle l'horreur des crimes staliniens a pu être documentée, la Russie plonge dans une amnésie progressive. L'absence de véritable travail mémoriel sur la période soviétique a conduit à la perpétuation d'un certain nombre de « tabous historiques » (p. 36) qui permettent aujourd'hui l'instrumentalisation de l'histoire à des fins belliqueuses par Vladimir Poutine.

La deuxième partie de l'ouvrage revient sur la façon dont Russes et Ukrainiens ont vécu les décennies qui ont suivi la chute de l'Union soviétique et déconstruit l'amalgame souvent fait par le pouvoir russe entre pratiques linguistiques, ethnicité et appartenances culturelle et politique. Pendant la période soviétique, la langue russe s'est peu à peu imposée comme langue hégémonique dans les secteurs culturel, éducatif et politique, en Ukraine comme au sein des autres républiques soviétiques. Si l'ukrainien devient la langue officielle en Ukraine en 1991, le russe continue d'y occuper une place particulière. Pourtant, l'autrice va à l'encontre de l'idée préconçue selon laquelle ukrainophones et russophones seraient deux communautés linguistiques et ethniques distinctes séparées par une frontière géographique. L'Ukraine est un pays profondément bilingue dans lequel on observe un usage fluide des langues. Le rapport à la langue a néanmoins changé depuis 2014. C'est bien au nom d'une soi-disant assimilation forcée des populations russophones d'Ukraine que Vladimir Poutine intervient militairement en Ukraine en 2014. Pour les Ukrainiens, dans un contexte de guerre d'agression, l'attachement à l'ukrainien est devenu synonyme d'un attachement à l'Ukraine indépendante. Du point de vue de Moscou, la langue est une composante centrale du « monde russe » auquel Vladimir Poutine s'adosse pour exercer une domination sur les périphéries internes et externes de la Russie. À l'échelle de la Russie, Vladimir Poutine a mis en place un État centralisé qui impose la langue russe et tend à effacer tout particularisme régional, que celui-ci soit politique, linguistique ou culturel. Dans son volet international, cette domination s'exerce par la revendication constante de l'appartenance au « monde russe », outil puissant de *soft power* faisant référence à une zone d'influence de la Russie au sein de laquelle se manifesterait supposément un attachement des populations locales à la langue et à la culture russes. Cette référence au monde russe à des fins belliqueuses ces dernières années a rendu visible la dimension post-impériale du régime russe. Si cette dernière est l'objet de discussions depuis de nombreuses années au sein du monde académique, un autre débat, plus récent, porte sur la potentielle dimension coloniale de ce régime. Pour clore la deuxième partie de l'ouvrage, Anna Colin Lebedev questionne le rapport au pouvoir depuis la chute de l'Union soviétique. Dans les deux pays, la décennie 1990 a été celle de la mise en place d'un processus de démocratisation mais aussi de l'essor de l'oligarchie et de sa mainmise progressive sur les institutions étatiques. C'est pendant cette décennie que s'est consolidé, en Russie comme en Ukraine, un rapport de défiance vis-à-vis du pouvoir. Mais les deux pays n'ont pas résisté de la même façon au système oligarchique. Malgré un système politique corrompu, l'Ukraine a développé un pluralisme politique qui se manifeste à l'occasion des échéances électorales qui consacrent depuis trente ans le principe d'alternance politique. La

démocratie ukrainienne s'est aussi construite à l'occasion de plusieurs mobilisations populaires massives qui ont donné aux Ukrainiens le sentiment d'être des acteurs clés du débat politique. Les mouvements sociaux ont également émergé en Russie depuis la chute de l'Union soviétique. Pourtant, leurs revendications, centrées sur l'État de droit et le respect des droits fondamentaux, n'ont pas été entendues. La « verticale de l'État » imposée par Vladimir Poutine a rendu la situation plus difficile encore pour la société civile russe : la loyauté au pouvoir est devenue une condition nécessaire pour les ONG qui voulaient continuer leurs activités. La mobilisation inattendue de 2011 à l'occasion des élections législatives marque un tournant répressif. Depuis, la société civile russe a été réduite à peau de chagrin au moyen d'un arsenal législatif qui a peu à peu criminalisé tous ceux qui tentaient de dénoncer les dérives du pouvoir.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux événements plus récents qui mettent en lumière les incompréhensions mutuelles et aboutissent à une cassure qui semble aujourd'hui indépassable entre la Russie et l'Ukraine. La mobilisation du Maïdan durant l'hiver 2013-2014 a révélé la méconnaissance mutuelle des deux sociétés autant que l'écart entre leurs projets d'avenir. Les manifestants rassemblés sur la place Maïdan à Kyiv portent des revendications en faveur d'un avenir tourné vers l'Europe. Cette mobilisation a fait prendre conscience au pouvoir russe de l'éloignement progressif mais définitif de l'Ukraine, et cela constitue pour l'autrice un affront insupportable au niveau symbolique : malgré tous les outils mis en place pour garder l'Ukraine sous son giron, celle-ci choisit l'Union européenne. Dès le début de la mobilisation, la Russie a mis en place un « formatage de l'opinion publique » (p. 137) au moyen d'une campagne de propagande massive visant à discréditer ce mouvement. Cette campagne de propagande n'a eu de cesse d'invoquer une supposée menace pour les populations russophones d'Ukraine qui a reçu un certain écho auprès des populations de l'Est du pays. C'est bel et bien l'annexion de la Crimée qui acte la rupture entre les deux sociétés. La péninsule était un territoire à part, à l'identité forte, mais particulièrement soviétisée, qui s'était retrouvée rattachée administrativement à l'Ukraine en 1954 à l'occasion des 300 ans de la réunification de la Russie et de l'Ukraine. Au moment de l'indépendance de l'Ukraine, la population de la péninsule a voté, certes bien moins massivement qu'ailleurs, mais malgré tout en faveur de l'indépendance de l'Ukraine. Pour Anna Colin Lebedev, les incertitudes des Criméens par rapport à la place de la péninsule dans le projet européen de l'Ukraine ont constitué un terreau favorable, mais c'est surtout l'intervention de la Russie qui a conduit à la vague sécessionniste du printemps 2014. Ce qui a particulièrement choqué les Ukrainiens, c'est la violence des moyens utilisés et le soutien massif de la population russe à l'annexion. La chercheuse donne trois raisons à ce soutien massif : la campagne massive de désinformation, la fierté de voir son État capable de mener une telle opération, et enfin l'idéologie du monde russe qui a rendu légitime aux yeux des Russes l'annexion d'un territoire considéré selon cette idéologie comme une « terre russe ancestrale ». Dans le Donbass, l'insurrection anti-Kyiv se transforme en un conflit armé auquel l'Ukraine n'était pas préparée. La présence d'activistes russes a été documentée, mais l'équilibre des responsabilités entre acteurs locaux et russes dans l'embrasement du Donbass fait toujours débat dans le milieu académique. C'est la faiblesse de l'État au niveau militaire doublée de la reconnaissance par le peuple ukrainien de l'agression russe qui a poussé les Ukrainiens à s'emparer de la défense du pays en s'engageant dans l'armée ou dans des bataillons de volontaires qui sont partis à l'est dans des conditions déplorables. Ce sont les citoyens à l'arrière qui se sont chargés à ce moment-là de fournir les combattants en matériel, vêtements et nourriture. Anna Colin Lebedev observe un glissement dans le conflit armé. Dans un premier temps, la Russie mène une guerre par procuration, avec pour objectif la déstabilisation de l'Ukraine. Mais à partir de l'été

2014, la Russie envoie son armée, transformant le conflit armé en une guerre d'agression directe. Pourtant, les autorités russes n'ont jamais reconnu leur participation, et la plupart des Russes n'ont pas pris conscience à ce moment que leur pays était en guerre. La guerre a continué de peser sourdement sur la société ukrainienne qui s'est homogénéisée autour d'un récit national construit autour de la menace et de la nécessité de défendre le pays.

Le 24 février 2022 au matin, Vladimir Poutine prétend qu'un génocide est en cours sur les populations du Donbass et lance une opération spéciale pour démilitariser et dénazifier l'Ukraine. Pour les Ukrainiens, la violence a été double : d'abord celle de la guerre, ensuite celle de l'acceptation de la guerre par la population russe alors même que la responsabilité de l'armée russe ne pouvait plus être ignorée. La majorité de la population russe est restée silencieuse, voire a soutenu l'invasion de l'Ukraine. Anna Colin Lebedev avance plusieurs pistes pour comprendre ce soutien. D'abord une campagne de propagande massive adossée à des outils législatifs réprimant toute critique publique de l'opération militaire en cours. Ensuite, un climat de méfiance dans la société russe qui rend les personnes réticentes à partager sincèrement leur opinion. Enfin, une peur latente dans la société russe d'un conflit mondial dans lequel les individus préfèrent être du côté de l'agresseur plutôt que de prendre le risque d'être du côté des victimes. Mais l'explication principale se trouve, selon l'auteurice, dans les amnésies successives qui ont façonné la société russe à travers le temps. L'absence de travail mémoriel, tout comme l'absence d'un travail réflexif sur la nature impériale du régime russe à travers le temps ont rendu possible la propagation de discours mensongers sur la société ukrainienne qui aboutissent en une guerre particulièrement violente. Du point de vue des Ukrainiens, cette articulation complexe fait porter une responsabilité collective de l'ensemble de la société russe face aux crimes commis en Ukraine.

Dans cet ouvrage, Anna Colin Lebedev ne cherche pas à expliquer la guerre en cours mais à donner des clés de compréhension à travers un éclairage approfondi des sociétés russe et ukrainienne. Elle évite le piège qui consisterait, dans le contexte actuel, à renvoyer dos à dos les deux sociétés ou bien à les regarder en miroir, et parvient à réaliser une analyse croisée, qui reconnaît leurs chemins singuliers. L'auteurice le reconnaît, le livre a moins de rigueur qu'un travail purement académique, et d'ailleurs, le temps de la guerre est peu propice à mettre en perspective ce à quoi nous assistons. L'ouvrage est toutefois un excellent outil pour nourrir une réflexion sur la guerre en cours.

Open Access Publications - Bibliothèque de l'Université de Genève
Creative Commons Licence 4.0

